

ARRETE FIXANT LA LISTE D'APTITUDE POUR L'ACCES AU GRADE D'AGENT DE MAITRISE PAR VOIE DE PROMOTION INTERNE

Le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Côte d'Or,

- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- Vu le décret n° 88-547 du 06 mai 1988 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux,
- Vu l'avis de la commission administrative paritaire de catégorie C réunie le 18/05/2018,

CONSIDERANT QU'IL N'EXISTE AUCUN QUOTA POUR ACCEDER AU GRADE D'AGENT DE MAITRISE PAR VOIE DE PROMOTION INTERNE POUR LES TITULAIRES DU GRADE D'ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 2EME CLASSE ET PRINCIPAL 1ERE CLASSE ET QUE LES CONDITIONS D'ANCIENNETE SONT REMPLIES PAR LES CANDIDATS PROPOSES.

ARRETE

ARTICLE 1^{ER}

La liste d'aptitude au grade d'agent de maîtrise au titre de la promotion interne de l'année 2018 est établie comme suit :

KHADIJA AOUIDAT
DIDIER BONNARD
DIDIER CHAILLON
DIDIER MOUROT
GILLES MUGGEO
ELISABETH ROLLING
JEAN MARC SAVOYE
VALERIE SIMONNOT
GULTEN YUKSEL

ARTICLE 2^{EME}

La date d'effet de cette liste d'aptitude est fixée au 13 juin 2018.

ARTICLE 3^{EME}

L'inscription sur la liste d'aptitude ne vaut pas recrutement. Elle est valable pendant quatre ans à partir du 13 juin 2018 sous réserve que le candidat qui ne serait pas recruté à l'issue de la deuxième année et, le cas échéant, de la troisième année, fasse connaître son intention d'être maintenu sur la liste d'aptitude avant respectivement le 13 juin 2020 et le 13 juin 2021.

Après deux refus d'offre d'emploi dûment notifiée (recommandé avec accusé réception) transmise par une collectivité ou un établissement public au Centre de Gestion de la Côte d'Or, le candidat est radié de la liste d'aptitude.

ARTICLE 4^{EME}

Le Président du Centre de Gestion certifie le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif (22 rue d'Assas – 21000 Dijon) dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 5^{EME}

Le Président du centre de gestion est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera :

- transmise à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or,
- affiché au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Côte d'Or, sis 16-18 rue Nodot à Dijon,
- transmis à tous les Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale,
- notifié aux intéressés.

Transmis au représentant de l'Etat le :

13 JUIN 2018

Pour le Président et par délégation
Le 2^{ème} Vice-Président

Michel LENOIR

Fait à DIJON, le
Le Président
Pour le Président et par délégation
Le 2^{ème} Vice-Président

Michel LENOIR